

APPROFONDISSEMENT DU DOMAINE DU VOTE

Episode 3 (24 novembre 2016)



Olivier Durand (Association pour la reconnaissance du vote blanc), Irène Inchauspé (L'Opinion), Michel Balinski (Yale et Polytechnique) et Alexandre Malafaye (directeur de Synopia)

Mieux voter, c'est possible

La démocratie électorale tourne en rond, comme une fatalité. Les pays occidentaux font comme s'ils avaient atteint les modes de scrutin les plus performants. En fait, les élites politiques se satisfont de cette routine, qui les rassure. L'électeur, lui, se morfond. Et pourtant, avec le vote blanc ou un mode de scrutin comme le jugement majoritaire, il y aurait de quoi avoir une représentation plus dynamique et plus juste.

Olivier Durand : Approfondissement du domaine du vote : c'est la collection sonore que mènent le think tank Synopia et l'association pour la reconnaissance du vote blanc. Il s'agit de réfléchir sur ce que pourrait devenir notre démocratie électorale si elle se donnait les moyens d'être plus ambitieuse. Sachez que nous voterons en 2017 comme nos arrière-grands pères en 1914. Sommes-nous partis pour 100 ans de plus de démocratie représentative timide et peu efficace quand les temps sont durs ou bien donnerons-nous plus de force à notre vie électorale ?

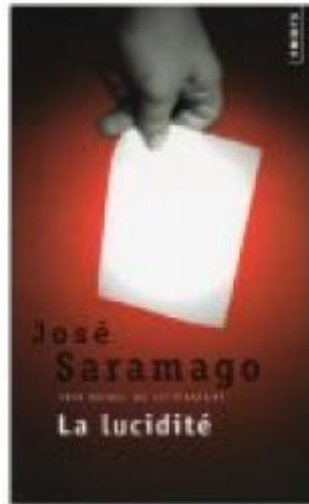
Il faudra bien un jour accorder plus de confiance au citoyen électeur et donc plus de pouvoir lors du vote. Bien sûr, tous ces gens appelés aux urnes certains dimanches devront eux-mêmes se faire entendre pour avoir plus de poids dans le choix de leurs représentants. Il n'en reste pas moins que les universitaires devraient avoir un discours moins conventionnel sur ces questions, les ténors éditorialistes et autres faiseurs d'opinion être moins en connivence avec les gouvernements, se montrer plus hardis et le personnel politique penser qu'il ne légifère pas que pour lui quand il débat sur le code électoral.

Aujourd'hui, nous avons invité deux dynamiteurs. Ils ne vont pas faire exploser notre démocratie représentative, ils veulent dépasser notre train-train électoral et lui donner un nouveau souffle. L'idée est que plus on fait confiance à l'électeur plus on renforce la légitimité de celle ou celui qui emporte l'élection. Nous allons donc renverser le discours habituel chez nos élites, selon lequel « donnez la parole au peuple et c'est l'anarchie assurée. » La légitimité de l'élu face au pouvoir plus grand de l'électeur. Pour en parler nous avons donc autour de la table Irène Inchauspé, journaliste au quotidien L'Opinion et Michel Balinski, mathématicien, aussi bien directeur de recherche à Yale qu'à Polytechnique, qui va nous parler d'un mode de scrutin sur lequel il travaille depuis plusieurs années et qui s'appelle le jugement majoritaire.



Irène Inchauspé, vous avez écrit pendant l'été différents articles que vous avez intitulés « L'effet papillon ». L'idée est de présenter des mesures à prendre qui, si elles paraissent anecdotiques au début, auront des conséquences très intéressantes dans les années à venir. Je cite : une grande école des langues anciennes, revoir les règles d'héritage pour soutenir les œuvres philanthropiques, faire sauter le verrou du financement des écoles publiques et le vote blanc. Pour ce dernier, vous considérez que, s'il était accepté – à quel niveau ? on en reparlera – cela pourrait faire avancer la façon dont sont vécues les élections. Vous écrivez dans cet article : « Il suffit de faire un calcul simple, ne demandant point de sortir de Polytechnique. » Nous allons donc tous pouvoir suivre s'il n'est pas nécessaire d'avoir fait des mathématiques supérieures pour comprendre. En quoi, pour vous, le vote blanc serait la petite avancée sur le moment qui aurait des effets bénéfiques par la suite.

Irène Inchauspé. Je vais vous dire comment je me suis intéressée à ce sujet puisqu'à L'Opinion je suis plus particulièrement les questions d'éducation, d'environnement, voire de laïcité. En mars 2015, un collègue de L'Opinion et moi-même avons écrit un petit essai intitulé : *C'est pas ma faute*¹. On dénonçait un mal qui, je crois, est très français, que l'on peut appeler plus joliment la désinvolture. On le voit chez nos politiques mais aussi chez nos citoyens. On s'est posé comme question : tous ces citoyens qui ne votent pas, c'est de l'irresponsabilité ou si c'est quelque chose d'autre. Finalement, ce n'est pas très compliqué de se dire que s'ils ne votent pas c'est peut-être que l'offre politique tout simplement ne les satisfait pas et comment pourrait-on leur donner une occasion de manifester cette insatisfaction autre que de voter pour les extrêmes. Ce qui risque de se passer dans ce contexte d'élection présidentielle. Là, évidemment, on tombe sur le vote blanc, qu'une loi de 2014 autorise et comptabilise mais il n'est pas pris en compte dans les suffrages, ce qui ne fait pas beaucoup avancer le schmilblick. A l'époque, j'avais découvert un livre, que vous devez connaître : *La Lucidité*², du prix Nobel portugais José Saramago. Une bonne nouvelle, ça a été mis en scène au festival d'Avignon en 2016 et la troupe circule en France. Ce serait une bonne idée d'être nombreux à aller la voir. Je crois beaucoup à l'art pour sauver le monde et je trouve bien que des artistes se saisissent du thème du vote blanc.



Le petit calcul que je fais donc - j'explique ça à des amis à qui je dis que c'est très simple, du niveau cours élémentaire - vous avez dix électeurs, quatre qui votent à droite, trois qui votent à gauche et trois votent blanc. On ne comptabilise pas les votes blancs : quatre contre trois, c'est celui qui a quatre qui gagne parce qu'il a la majorité. Si on comptabilise le vote blanc, quatre plus trois plus trois égale dix, quatre sur dix, personne n'a la majorité, on recommence. Ce serait un moyen tout à fait légitime de donner le droit au citoyen d'exprimer le fait qu'il n'est pas d'accord avec l'offre politique qu'on lui propose autrement qu'en rayant le bulletin ou en mettant une photo de chat et en le mettant dans l'urne pour qu'il soit nul. Pour cet article, j'ai appelé des spécialistes à droite à gauche et même ceux qui sont pour, dont un sociologue que je cite dans l'article, me disent que ça serait bien mais ingérable. Si on doit recommencer l'élection n fois ce n'est pas possible. Ils disent qu'il faudrait les comptabiliser pour que ça constitue un avertissement pour les politiques. Je ne suis pas très convaincue par ça. Il y avait même eu une proposition de loi déposée par un sénateur socialiste³. Le seul argument qu'on lui a opposé c'est que cela coûterait trop cher de fabriquer des bulletins blancs. On voit bien à quel point les politiques ne veulent pas prendre ce risque. C'est bien expliqué dans le livre du Prix Nobel. Ça dégénère complètement. Le seul candidat qui aux primaires de la

¹ Irène Inchauspé, Claude Leblanc, Editions du Cerf, Paris, 2015, 144 pages.

² José Saramago, Editions du Seuil, Paris, 2006, 360 pages.

³ Roland Courteau, mars puis juin 2015.

gauche en parle c'est Benoît Hamon ; il essaie d'en promouvoir l'idée. On a eu tellement de surprises lors des derniers votes que peut-être Benoît Hamon va gagner la primaire, mais je n'en suis pas sûre. Mais c'est vrai que chez les autres candidats, personne n'en parle. Je pense que c'est une attitude très élitiste de dire : « Ecoutez, les gens n'ont qu'à aller voter et puis c'est tout, sinon, ils s'abstiennent, on s'en fiche Et s'ils n'y vont pas, c'est scandaleux parce qu'ils sont irresponsables, ils sont allés à la pêche. » Je crois que c'est le contraire. Les politiques devraient avoir le courage de prendre ce risque là. Sinon, la seule option serait de revenir à la Grèce antique. Les gens étant élus avec des taux de représentation ridicules et ne représentant en fait personne, on n'aura qu'à les tirer au sort comme dans la Grèce antique. Les spécialistes disent même que le vote blanc existe très peu dans le monde. Un peu en Amérique latine et pas pour toutes les élections. Il y a manifestement un problème de faisabilité. Je trouve que c'est dommage et que les politiques devraient prendre ce risque-là pour qu'on ait affaire à une vraie démocratie.

OD. Vous avez cité des hommes politiques de gauche mais c'est la gauche qui défend le moins le vote blanc. Quand on a des défenseurs du vote blanc, ils sont surtout à droite. Les propositions de loi déposées depuis 1990 viennent beaucoup de centristes, quelques RPR à l'époque, quelques UMP. Mais la gauche est particulièrement absente de ce thème là. Nous-mêmes à l'Association pour la reconnaissance du vote blanc nous cherchons à savoir pourquoi. Nous avons eu, lors des émissions précédentes, des élus de droite. On essaie de faire venir des élus de gauche mais ils ont toujours autre chose à faire.

Ir. In. Peut-être Benoît Hamon.



OD. Il est en déplacement aujourd'hui donc il n'a pas pu venir. Pour nous aussi, à l'Association pour la reconnaissance du vote blanc, la révolution serait que la classe politique accepte de reconnaître l'électeur comme une grande personne, comme un électeur à qui l'on peut confier vraiment son choix parce que pour l'instant le discours consiste à dire que si on les laisse faire, ils vont faire n'importe quoi, mettre à bas les institutions et ce sera très vite la panique si on leur apporte un outil comme le vote blanc. Se pose la question de la conception des êtres humains que nous sommes, des adultes que nous sommes, qu'ont les gens au pouvoir quand ils disent que l'on ferait n'importe quoi

si on nous donnait le vote blanc. On pourra être amené à parler un peu plus tard du moment où le vote blanc peut être amené à annuler une élection (si c'est à 50%, ça se produira tous les 75 ans, en dessous ça pourra être plus souvent mais il y aurait la plupart du temps des gens élus). L'important, c'est l'image que l'on a de l'électeur. Je disais au début que nous votons comme nos arrière-grands-pères de 1914 où pour la première fois les électeurs ont pu bénéficier de l'isoloir et des enveloppes. On les avait fait progresser parce qu'on leur avait permis d'être plus autonomes et maintenant on aimerait qu'on nous permette d'être plus indépendants mais ça fait cent ans que l'on attend. Je n'ai pas plus de pouvoir aujourd'hui que mon arrière-grand-père en 1914.

Ir. In. Entre mon arrière-grand-mère et moi oui, parce que le vote des femmes est venu beaucoup plus tard.

OD. C'est vrai qu'on est très forts pour étendre le vote, il n'y a pas de problème, bientôt les 16-18 ans vont pouvoir voter aux élections locales, ou les étrangers, mais à chaque fois on leur donne un vote qui n'a pas un fort pouvoir.

Michel Balinski, ce que j'ai trouvé intéressant en écoutant votre intervention au Collège de France⁴ c'est que si l'outil mathématique que vous confectionnez doit vous passionner, il y a aussi derrière une réflexion plus philosophique proche de ce que l'on vient de dire. J'ai retrouvé certains éléments comme lorsque vous dites que le jugement majoritaire invite l'électeur à s'exprimer honnêtement parce qu'on lui demande ce qu'il pense exactement des candidats. On rejette l'idée de vote utile qui oblige l'électeur à se contorsionner, n'aimant pas tel candidat mais votant finalement pour lui afin d'en éviter un autre. Dans le jugement majoritaire, on lui dit : « vas-y, dis-nous ce que tu penses ». Présentez-nous le bulletin que trouverait l'électeur dans le bureau de vote si le mode de scrutin que vous appelez jugement majoritaire était adopté en France.

Michel Balinski : Nous pensons – je dis nous parce que nous sommes deux dans cette entreprise, Rida Laraki est mon collègue dans tout ce travail – que le gros problème du vote majoritaire pratiqué jusqu'à présent est qu'il ne fait aucune confiance à l'électeur justement. On lui donne très peu de façons de s'exprimer. Tout ce qu'il peut faire, c'est voter pour une personne. A un premier tour comme celui de 2007 par exemple, il y avait dix candidats or, exprimer sa préférence pour une personne, c'est comme si on n'avait aucune opinion sur toutes les autres ou comme s'ils étaient équivalents. Ce qui est naturellement absurde. Quand nous avons expérimenté notre mode de scrutin, à Orsay en 2007, les électeurs étaient enthousiastes. Ils se disaient qu'enfin ils pouvaient s'exprimer.

L'idée est très simple. On demande à l'électeur de juger chaque candidat. Juger ses mérites et dire si le candidat est 'excellent', 'très bien', 'bien', 'assez bien', 'insuffisant' ou carrément 'à rejeter'. Chaque électeur s'exprime donc sur chaque candidat. Après, chaque candidat a une collection de mentions ; un certain pourcentage 'd'excellent', disons 3%, 10% de 'très bien', 25% de 'bien', etc. La majorité décide de ce que l'on appelle la mention majoritaire de chaque candidat. Un, par exemple, serait un 'très bien' ; la majorité de l'électorat l'aura jugé 'très bien'. Un autre, la majorité pourrait le juger bien. Un troisième – par exemple en 2002 Le Pen – la majorité l'aurait jugé 'à rejeter'.

Naturellement, si je prends ce cas-là, cette opinion aujourd'hui ne peut pas s'exprimer. L'électeur ne peut rien dire là-dessus. Vous avez dit madame que vous avez peur que ce soit l'offre politique qui ne suffise pas. Je crois qu'il y a aussi l'offre du scrutin qui ne suffit pas. Plusieurs électeurs m'ont dit que si le vote était ainsi alors ils iraient voter parce qu'ils pourraient dire quelque chose. Je crois que ceci

⁴ 29 février 2012 <http://www.college-de-france.fr/site/pierre-rosanvallon/seminar-2012-02-29-10h00.htm>

est très important. Le fait est que la méthode actuelle utilisée en France, en Angleterre, aux Etats-Unis, dans beaucoup de pays, donne des élus qui ne sont pas voulus par l'électorat. Prenez 2007, il est tout à fait clair que François Bayrou aurait battu Nicolas Sarkozy en face à face. Ca c'est le principe majoritaire, tel qu'il est pratiqué maintenant. Mais il n'y a pas eu de confrontation parce que François Bayrou a été éliminé au premier tour. Maintenant, pourquoi est-ce que François Bayrou aurait battu Nicolas Sarkozy après ? Pour une raison très simple ; environ 75% de l'électorat des votants pour Nicolas Sarkozy préféraient François Bayrou à Ségolène Royal. Et le même pourcentage – 75% - de ceux qui avaient voté pour Ségolène Royal préféraient François Bayrou à Nicolas Sarkozy. Quand vous additionnez tout ça, François Bayrou passe. Dans l'histoire française, plein de présidents ont été élus alors qu'ils n'auraient pas dû l'être. C'est la même chose aux Etats-Unis. Je peux vous donner beaucoup de cas. On peut citer Bill Clinton qui n'aurait pas dû être élu parce qu'il y avait un troisième candidat à la présidence mais on peut aussi parler de Donald Trump, pour une autre raison. Dans ce dernier cas, il y a deux candidats. Que peut faire l'électeur qui est contre ce système, qui dit que le système ne marche pas et qui veut protester. En votant pour Clinton, il ne vote pas contre le système, il vote pour le système. Ces gens-là n'ont aucun choix. Ils peuvent penser que Trump est très mauvais, mais s'ils sont assez furieux ils vont voter Trump. Avec le jugement majoritaire, je crois que beaucoup de gens auraient dit que Clinton est à rejeter mais aussi que Trump est à rejeter. Ils auraient pu protester sans arriver au résultat que l'on a aujourd'hui. Comme tout le monde le sait, Trump a eu 2 millions de voix de moins que Trump ce qui indique que ça aurait dû être ça.



OD. Ce qui est intéressant dans ce que vous proposez, c'est que vous prévoyez des élections où aucun des candidats, dans le mode de scrutin que vous présentez, n'a le pourcentage nécessaire de votes 'assez bien' ou plus et donc il faudrait recommencer, ce qui serait le cas dans la dernière élection présidentielle américaine. Vous allez même plus loin en disant qu'avec le jugement majoritaire appliqué dès les primaires, ce n'aurait pas été ces candidats en lice pour la bataille finale.

MB. Absolument. Le fait que Trump ait franchi les primaires est ridicule. Maintenant, pourquoi ? Il y a eu beaucoup de candidats. Ca a commencé avec douze, puis, petit à petit, il y en a eu moins. Lui avait 30 à 40%. Très bien, c'est beaucoup. Mais les 60 à 70% autres, qu'est-ce qu'ils pensaient de Trump ? D'habitude, ils disaient qu'il était très, très mauvais. Mais ça, on ne le comptait pas. Donc, il est

passé, passé, passé. Se sont rajoutés d'autres effets. Les médias ont joué un très mauvais rôle mais c'est une autre affaire.

OD. De même pour les démocrates, Hillary Clinton n'en aurait pas été la représentante s'il y avait eu le jugement majoritaire.

MB. Un sondage a été fait par Pew Research en mars, vers la fin des primaires, et il montrait que Trump et Clinton étaient les derniers des cinq candidats qui restaient en lice ; nettement les derniers. Et c'est eux qui ont été choisis.

Ir.In. Et qui à la place aurait été candidat avec votre mode de scrutin ?

MB. Les deux qui avaient le plus étaient Cassage pour les Républicains et Bernie Sanders pour les Démocrates. Si vous imaginez aujourd'hui que c'était été ces deux candidats au lieu des deux que l'on a eus, les choses seraient bien différentes.

OD. Pour les Etats-Unis, on a un état qui a permis aux électeurs de dire qu'ils n'étaient ni pour l'un ni pour l'autre, c'est le Nevada puisqu'ils ont inclus dans leurs bulletins une case 'pour aucun des candidats' - NOTA⁵ - sauf qu'elle est à la française et n'a aucun effet à la fin dans le calcul des pourcentages. Mais quand on regarde les résultats on constate qu'il n'atteint que 5%, ce qui n'est pas énorme et les deux candidats ont des résultats proches de ceux qu'avaient leurs prédécesseurs dans le même état aux élections présidentielles précédentes. On voit ainsi que ce n'est pas suffisant d'avoir l'opportunité de dire « les deux candidats ne me plaisent pas », et ça peut expliquer que l'électeur se demande à quoi bon se déplacer pour exprimer ceci puisque ça n'a pas d'influence alors qu'avec le mode de scrutin que vous proposez, il y a la possibilité de s'exprimer pleinement.

Pour nous, le vote blanc ne serait qu'une première étape mais quand on voit qu'en France cela apparaît comme totalement révolutionnaire de vouloir prôner le vote blanc, et moi qui suis quelqu'un de paisible j'ai l'impression que je vais saboter les institutions chaque fois que j'en parle, je me dis que si on présente votre système à la classe politique actuelle, elle lui trouverait tous les défauts que l'on nous assène : les gens ne sont pas prêts, ils ne seront pas capables, il n'y arriveront pas, c'est trop compliqué. On se demande quand, pour nos élites, les Français, après 120 ans d'école républicaine, arriveront à avoir le niveau pour arriver à faire une croix dans les bonnes cases. Toutefois, avec votre système, vous pourriez répondre au ministère de l'intérieur quand il dit qu'une élection ça sert d'abord à désigner un vainqueur en affirmant qu'avec votre mode de scrutin il y aura forcément un vainqueur.

MB. Il y a en effet toujours un vainqueur et un seul. Il pourrait y avoir une égalité mais comme dans le vote majoritaire c'est presque impossible. Mais je ne suis pas d'accord avec votre analyse, il ne faut pas prendre de demi mesures. Il faut voter avec le meilleur système possible dans les connaissances actuelles. Je trouve que trop de personnes sont timides en disant qu'il faut avancer par étapes. Pour moi, la réaction des électeurs que nous avons eue dans toutes les expériences que nous avons conduites – en 2007, au premier tour de la présidentielle, en 2011 à la primaire de la gauche où des étudiants de Polytechnique ont fait des expériences, puis à la présidentielle de 2012 mais aussi par des sondages avec Opinion Way – la plupart des électeurs sont enthousiastes, même si quelques-uns – plutôt des personnes âgées - ont trouvé ça un peu compliqué.

Ir.In. Ce que vous avez dit sur le Nevada me semble intéressant. Avec le vote blanc, on risquerait toujours d'être dans le vote par opposition où on préfère voter pour un candidat par refus du

⁵ None of the above

candidat adverse. Par exemple, je veux absolument barrer Clinton et même si je n'aime pas Trump je vote pour lui. Ce qui a pu se passer aussi dans la primaire avec Sarkozy. Je pense que dans votre système on évite cet écueil-là. On peut donner des appréciations sur tout le monde. Je serais de votre avis, de passer directement à ce mode de scrutin parce que les gens restent réticents à voter blanc si cela n'empêche pas quelqu'un d'être élu. Tant pis, je voterai pour François Hollande s'il est contre Marine Le Pen. Je n'aime pas François mais tant pis, je vote pour lui. Dans votre système, on peut mettre des appréciations sur tout le monde.



MB. Je suis entièrement d'accord avec vous. Il faut ajouter autre chose. Il y a un signal qui est envoyé par l'électorat. Le politique n'aimera pas ça. Quelqu'un va être élu avec une appréciation majoritaire 'assez bien', ou avec peut-être avec un jugement encore plus modeste. Là, il saura ce que pense l'électorat de lui. J'ai des obligations. Il ne pourra pas faire ce qui se fait aujourd'hui, c'est-à-dire claironner qu'il est le meilleur, qu'il rassemble tout le monde derrière lui. Il y aura un signal : voilà ce que l'on pense. Je vous rappelle l'élection de Jacques Chirac en 2002, triomphant avec 82% des voix contre Jean-Marie Le Pen. Ce n'était pas du tout un reflet honnête de ce que pensait l'électorat de monsieur Chirac. C'est simplement que l'autre était 'à rejeter'.

OD. A quel niveau fixeriez-vous le niveau d'appréciation qui ne serait pas suffisant pour qu'un des candidats soit élu ? On a dit tout à l'heure qu'il y aurait toujours un vainqueur, mais vous prévoyez vous-même que, exceptionnellement, si personne ne franchit la barre d'un jugement satisfaisant, qu'ils soient six ou dix candidats ou seulement deux, on demande à de nouveaux candidats de se présenter, on n'en élit pas un 'malgré tout'.

MB. On dit ceci de façon rhétorique. Je crois que c'est plutôt à des sociologues d'évaluer ce que l'on accepte. Est-ce que l'on accepte d'élire un président qui est jugé insuffisant par l'électorat ? Pour ma part, je répondrais non. Il faut qu'il soit au moins assez bien. Ça doit être fixé dans la loi qui définira la méthode, comment elle doit être appliquée et définira les mots utilisés exactement pour le jugement et quel niveau de satisfaction il faut atteindre quand on est le premier pour être validé. Ce n'est pas un mathématicien qui peut donner une réponse à cette question. C'est plutôt une question psychologique, sociologique.

OD. Vous employez un mot fort pour le mode de scrutin actuel en disant qu'il viole la volonté de l'électorat. Si on accepte de mettre au pouvoir quelqu'un qui n'a que 'peu satisfaisant' parce que

l'autre était pire, ne serait-ce pas une autre façon de violer le message des électeurs qui auraient dit que les deux candidats n'étaient pas aptes.

MB. D'accord sur ce point de vue. Mais tout ce que dirait le résultat, c'est que si ce candidat a gagné avec 'insuffisant', c'est qu'il a été le meilleur de ceux qui étaient en lice, les autres étaient pires. Ce résultat ne fausse pas l'opinion de l'électorat. Mais le fait d'être jugé 'insuffisant' me semble à moi assez pour dire non, on ne veut ni ce candidat, ni les autres. Il faut donc avoir une autre élection avec d'autres candidats.

OD. Il y aurait donc cette épée de Damoclès qui serait sur la tête. Et c'est là que l'on pourrait parler d'effet papillon : les partis politiques vont essayer de mieux préparer leur programme, de redevenir des lieux de réflexion, d'avoir des candidats qui défendent des convictions et ne sont pas des attrape-tout, toutes les idées qui passent je les prends. Bien sûr, il est difficile de demander à l'être humain qui est candidat de faire ceci, mais j'en reviens au vote blanc qui pourrait avoir un pouvoir de sanction. Le pays d'Amérique latine qui le prévoit est la Colombie mais le seuil reste à 50% ; il faut vraiment qu'il y ait un gros mécontentement dans le pays pour qu'autant de gens se déplacent et votent blanc. Ca s'est produit dans la ville de Bello, lors d'élections municipales ; à des élections municipales aussi en Russie. Pourquoi ne pas réfléchir à un seuil inférieur à 50%. Le think tank Synopia propose 30%, un seuil déjà difficile à atteindre. C'est ce que proposait un député UMP dans une proposition de loi en 2010. Le but serait de dire qu'un dimanche, - deux pour les élections à deux tours - la population a le pouvoir. Si l'insatisfaction est flagrante, il faut accepter de refaire les élections. Irène Inchauspé, est que baisser le seuil pour avoir l'effet papillon est une chose que vous envisagez ?

Ir.In. Oui. Si l'on veut adopter une marche progressive, ce qui n'est pas ce que pense Michel Balinski, on pourrait démarrer par des seuils mais pas directement avec l'élection présidentielle. Ce serait faisable aux législatives. Si on n'abaisse pas le seuil, on n'y arrivera jamais. Ce qui m'a un peu troublé dans l'actualité récente, c'est le succès de la primaire de la droite et du centre. On parle toujours d'une abstention considérable en France, ce qui est vrai puisqu'elle a été de 20% à la dernière élection présidentielle, élection préférée des Français, et là on a eu 4 millions d'électeurs, les gens de droite se sont massivement déplacés. C'est pourquoi je reviens à l'offre politique parce que pour cette primaire, on a eu 3 débats, des émissions politiques où les candidats sont tous passés et ces débats à la télévision ont été très suivis. Les gens, en regardant les candidats, ont fait ce que vous proposez, mais dans leur tête. Ils se sont dit : « celui-là non, celui-ci moyen, celui-là mieux ; finalement, je vais voter pour ce candidat. » Quand on finit avec un résultat aussi net – je pense que François Fillon l'emporte largement par ses convictions - n'est-ce pas un moyen d'amener les gens à voter ? Il y a eu l'émission de Karine Lemarchand – on en pense ce que l'on veut mais ça a été très regardé et ça prouve qu'il y a une appétence du peuple français pour la politique qui est bien réelle. L'électeur est curieux, il écoute, regarde et juge à la fin. C'est un peu perturbant cette primaire. Pour moi c'est plutôt bon signe sur la capacité des Français quand on leur explique, quand on fait des débats, d'aller voter.

OD. On touche là peut-être l'écueil pour toute élection, même avec le jugement majoritaire, c'est la notoriété de l'élection en jeu. On parle depuis le début de l'élection phare en France, la présidentielle. On a des gens qui sont connus et même si on ne s'intéresse pas à la politique on finit par entendre parler des candidats, on connaît leur nom. De grands débats sont lancés, un peu n'importe comment parfois, mais ça a de la résonance. A la fin, ces gens se disent qu'à la rigueur ils peuvent avoir une opinion sur ces candidats et que ça peut valoir le coup de se déplacer pour défendre tel parti ou plutôt tel personnage parce que le côté 'people' a de l'importance. Et ainsi, la

présidentielle a toujours un taux de participation plus élevé. Mais quand on est dans une élection départementale et que l'on se retrouve avec des binômes – aujourd'hui, en France, à ces élections, chaque parti est obligé de présenter comme candidats un homme et une femme – l'électeur peut se retrouver avec une liste de six ou plus binômes et avec le bulletin du scrutin majoritaire, pour chaque duo il devra dire s'il le juge 'excellent', 'très bien' etc. Ne va-t-il pas se dire qu'il n'ira pas voter parce qu'il ne connaît pas les gens en lice, qu'il ne sait pas et qu'il se trouve un peu bête de ne pas savoir ? Pour ces élections qui sont secondaires, qui ont de l'importance mais qui n'ont pas l'attrait médiatique de la présidentielle, est-ce que n'importe lequel des scrutins ne pourra pas empêcher l'abstention d'être élevée ?

MB. Prenons premièrement la primaire. Avec le jugement majoritaire, un tour suffirait – les deux tours étant une mauvaise idée parce que l'on peut faire toute une série de choses pour manipuler son vote, voter contre plutôt que pour – et il y aurait plus de participants encore parce qu'on beaucoup mieux exprimer son opinion. Et c'est cela que les électeurs disent aimer. Il peut y avoir un problème pour une élection locale, moins aux municipales parce que l'on connaît les gens, mais peut-être pour les départementales. Néanmoins, avec le jugement majoritaire, on fait beaucoup plus confiance aux électeurs. On leur donne vraiment la possibilité de dire quelque chose. Or, quand on vote aujourd'hui, on ne dit presque rien de son opinion. Même si on vote honnêtement pour son préféré, on ne peut pas dire s'il est un préféré 'fort' ou un préféré 'un peu mieux que les autres'. Le vote majoritaire actuel est une mesure très approximative, même pour la primaire de la droite et du centre. Les votes pour Fillon étaient-ils enthousiastes, ou bien 'mais il est mieux que les autres' ? On ne sait rien, sinon que les gens ont voté pour lui.



OD. En disant cela, je me faisais l'avocat du diable. La participation, c'est la hantise du monde politique. Vous-même, Irène Inchauspé, vous parlez d'un vote blanc qui pourrait faire augmenter la participation. Pour notre part, à l'Association pour la reconnaissance du vote blanc, on ne pense pas que si le vote blanc était comptabilisé comme un suffrage exprimé et qu'un seuil était fixé, cela ferait mécaniquement baisser l'abstention. Le grand acquis, et j'en reviens à la philosophie électorale, ce serait un discours sur l'électeur qui changerait. On lui dirait qu'on le considère comme une grande personne et non comme un irresponsable. C'est pourquoi à gauche tout le monde devrait y être favorable parce qu'on met en pratique l'idée d'un homme = une voix. Ce qui m'a toujours scandalisé c'est que la République française s'autorise à nier le bulletin d'un citoyen qui est venu dans le bureau

de vote L'égalité, c'est monsieur Mabeuf, dans les Misérables, qui monte sur la barricade pour remettre le drapeau rouge et qui crie : « L'égalité ou la mort ». L'égalité, c'est jusqu'au bout. On n'a pas à dire que le bulletin d'un électeur n'est pas valable parce que blanc et du coup on est un hésitant, on ne sait pas pour qui voter. On a beaucoup parlé du vote de François Bayrou en 2012, pour François Hollande. En 2007, il a dit avoir voté blanc au second tour. Quinze jours plus tôt, au premier tour, c'était un très bon citoyen parce qu'il votait pour lui et on prenait son bulletin en compte alors que pour ce second tour il était devenu un incapable et on jetait son bulletin à la poubelle. Pourtant, c'était le même homme. Dès que l'on rendra son honneur à l'électeur peut-être, pas tout de suite, il se sentira mieux vu dans le bureau de vote et il ira plus souvent qu'aujourd'hui.

Il y a aussi les bulletins nuls, que nous aimerions voir aussi comptabilisés. Les Français aiment écrire sur le bulletin. Ils sont séparés des blancs alors que c'est la même logique. La personne écrit ce que le bulletin ne lui permet pas d'écrire : « Fillon, je vote pour toi avec des pincettes » ou « je t'aime beaucoup ». On ne peut pas écrire sur votre bulletin, ça l'annulerait. On coche une appréciation mais on ne peut pas ajouter autre chose.

Je reviens aux valeurs que porte le vote blanc. Irène Inchauspé, vous travaillez dans un quotidien libéral. Que pense un libéral du vote blanc ? Il tient à la liberté d'expression, à la libre concurrence. Or, ne pas reconnaître le vote blanc, c'est cadencasser l'offre électorale et on ne laisse pas la libre concurrence régner parmi les candidats. On donne un choix restreint à l'électeur.



Ir. In. Je suis dans un journal libéral et c'est la position que je défends. Mais je dois dire, sans taper sur mes confrères journalistes politiques, qu'ils ne considèrent pas cette idée complètement inintéressante. Les journalistes politiques sont un peu comme les hommes politiques dans un système et personne ne se donne le temps de prendre du recul. Je ne sais pas si l'idée va progresser vraiment mais elle ne viendra pas, malheureusement, des médias. Même nous, média libéral, qui sommes pour la concurrence, avec des règles les mêmes pour tout le monde. Votre système, Michel Balinski, c'est la concurrence, on évalue tout le monde. Je ne sais pas s'il y a des théoriciens libéraux – je les connais plus en économie qu'en sociologie. Je ne sais pas ce qu'Emmanuel Macron penserait de ça. Mais dans son livre qui pourtant s'appelle *Révolution*⁶, il n'en parle pas du tout. Même chez les jeunes candidats, ce n'est pas ce qui vient en même temps que la conscience politique. Je me demandais si dans les votes que vous avez organisés, vous aviez constaté une appétence particulière

⁶ Emmanuel Macron, *Révolution*, XO, Paris, 270 pages.

pour ce mode de scrutin ? On sait que chez nous les jeunes ne votent pas et les élections c'est les vieux qui les font.

MB. Je pense que ça inciterait tout le monde à venir. Dans les expériences que l'on a menées jusqu'à présent, on a toujours cette réaction enthousiaste – avec quelques exceptions de gens qui disent « c'est trop compliqué », « pourquoi dépenser de l'argent pour une expérience comme ça », alors qu'en fait ça ne coûtait rien du tout.

Quand on parle des journalistes, il faut dire qu'ils prennent les sondages et font toutes les analyses à partir de ces sondages alors qu'ils sont fondés sur le scrutin majoritaire. A mes yeux, cela rend ces analyses fausses. On n'a pas une vraie expression de l'électorat. Par exemple, il y a quelques semaines, c'est de Nicolas Sarkozy que l'on entendait le plus parler. Tout le temps on parle de François Hollande, tout le temps on parle de Marine Le Pen. Mais il y a à peu près 70% des gens qui ne veulent ni de Hollande, ni de Sarkozy, ni de Le Pen. C'est vraiment ridicule. On devrait entendre ceux qui sont plus intéressants pour les Français. Par exemple peut-être François Fillon. Même chose avec Trump aux Etats-Unis. Il était tout le temps en première page. Non seulement parce qu'il était le premier avec 30% alors que les autres avaient moins. Mais aussi il disait des choses absolument incroyables et il était tout le temps là. Même quand c'était négatif ça contribuait à son élection.

OD. (*vers Irène Inchauspé*) Les médias sont mis en cause. Je sais que les journalistes rétorquent en disant : « Ah, c'est encore de notre faute. »

Ir. In. C'est assez vrai et la preuve est qu'aucun journaliste n'a vu arriver François Fillon. Ça a été la surprise pour tout le monde. On dit toujours que l'on a la presse que l'on mérite. Ça montre que changer ce système va nécessiter beaucoup de changements dans les mentalités. C'est ça qui donne un peu le vertige. Il faut que les politiques l'acceptent, que les médias relayent et que les citoyens s'y lancent même si ça leur paraît un peu compliqué. Ça demande un changement culturel de tout le monde. C'est une belle tâche mais elle est immense.



MB. L'introduction du web dans la vie de tout le monde, regardez, combien de temps ça a pris ? C'est allé très rapidement et tout le monde est dessus maintenant. C'est une énorme révolution culturelle qui s'est faite à travers le monde. C'est donc tout à fait faisable.

Je trouve que les demi-mesures sont mauvaises. Je n'aime pas cette notion qu'à partir de 30% d'abstention on refait l'élection. Et si un candidat avait 50% des voix alors que l'abstention serait à 30%, qu'est-ce que cela voudrait dire ? Pour moi, c'est de la cuisine. On prend un chiffre : 30%. Pourquoi 30 plutôt que 32, ou 27 ? Pour moi, ça n'a aucun sens. Ce devrait être basé sur une logique qui, quelque part, traduit quelque chose de réel.

Ir. In. Ce n'est pas forcément de la cuisine. Si on met 30%, ça veut que quand même dire qu'il est élu par peu de gens. Il y a une crise civique et il n'est pas légitime et donc on recommence. Vous êtes un peu dur quand vous dites que c'est de la cuisine.

MB. Pour moi, c'est la cuisine à cause du chiffre. Pourquoi 30 signifiera-t-il pas assez de soutien ? Parce que c'est un chiffre ça sera accepté, c'est scientifique. Je n'aime pas, je trouve qu'il faut avoir quelque chose de très propre, de raisonné. Montrer que l'on est arrivé à 30 par un raisonnement, une logique qui dit que ça c'est un bon chiffre.

OD. Si trois personnes seulement sont venues voter sur cent mille, il y aura un gagnant mais est-ce que l'on accepte que la personne soit élue ? Le but de Synopia, pour le vote blanc, est de lancer la question et que le personnel politique se la pose. Et qu'il y ait de vrais arguments derrière le chiffre qui serait retenu.

Je vous remercie d'être venus. Je m'associe à Irène Inchauspé pour recommander la pièce de théâtre *Ceux qui errent ne se trompent pas*. Lisez aussi *La lucidité* de José Saramago. Et je terminerai par notre phrase fétiche qui est : Rien ne sert de combattre l'abstention, il faut faire renaître la participation.



© Christophe Raynaud de Lage / Festival d'Avignon